

431833-2026 - Licitación

Francia – Puesta a punto de instalaciones de calefacción – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

OJ S 120/2026 25/06/2026

Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Servicios

1. Comprador

1.1. Comprador

Denominación oficial: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Correo electrónico: marchespublics@ville-montreuil-sur-mer.fr

Naturaleza jurídica del comprador: Autoridad local

Actividad del poder adjudicador: Servicios públicos generales

2. Procedimiento

2.1. Procedimiento

Título: EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Descripción: Exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer incluant notamment le chauffage, l'eau chaude, la ventilation, le traitement d'eau

Identificador del procedimiento: 64ce013b-2e25-4d90-83b8-188ea2827db2

Identificador interno: 2026-02

Tipo de procedimiento: Abierto

El procedimiento está acelerado: no

2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 50721000 Puesta a punto de instalaciones de calefacción

Clasificación adicional (cpv): 45331000 Trabajos de instalación de calefacción, ventilación y aire acondicionado

2.1.2. Lugar de ejecución

Localidad: Montreuil-sur-Mer

Código postal: 62170

Subdivisión del país (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

País: Francia

2.1.4. Información general

Información complementaria: Visite obligatoire: le 07/07/2026 à 9h00 // Pièces de candidature:

1) FORMULAIRE DC1 (2019) relatif à la déclaration de candidature OU les documents suivants : 1. Une lettre de candidature ; 2. Les déclarations sur l'honneur prévues à l'article R2143-3 alinéa 1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 par lesquelles le candidat déclare : a) Condamnation définitive : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au 2ème alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au 2nd alinéa de l'article 433-2, au 8ème alinéa de l'

article 434-9, au 2nd alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L2339-2 à L2339-4, L2339-11-1 à L2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ; - ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ; b) Lutte contre le travail illégal : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8231-1, L8241-1, L8251-1 et L8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ; - pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L8272-4, R8272-10 et R8272-11 du code du travail ; c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : - pour les marchés publics et accords-cadres soumis au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (situation à jour pour l'année 2015) ; d) Liquidation judiciaire : - ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L653-1 à L653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ; e) Redressement judiciaire : - ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ou de l'accord cadre ; f) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ; - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ; g) Situation fiscale et sociale : - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. 3. Le cas échéant, la désignation du mandataire du groupement ainsi que son habilitation. 2) FORMULAIRE DC2 (rubriques c, d, e et g) relatif aux capacités du candidat OU les renseignements suivants : 1. Le chiffre d'affaires global du candidat ET son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles. 2. Le cas échéant, les capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature. 3. Si l'Entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet. DC2 : renseignements relatifs aux capacités du candidat à répondre au marché à savoir : 1. L'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. 2. Ses effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années. 3. Ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature, montants, dates et pouvoirs adjudicateurs), et / ou qualifications professionnelles. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualifications professionnelles, des certificats de qualité, des

certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate. 4. Indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadres de l'Entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Base jurídica:

Directiva 2014/24/UE

2.1.6. Motivos de exclusión

Fuentes de los motivos de exclusión: Documento de contratación

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0001

Título: EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Descripción: Exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer incluant notamment le chauffage, l'eau chaude, la ventilation, le traitement d'eau

Identificador interno: 0

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 50721000 Puesta a punto de instalaciones de calefacción

Clasificación adicional (cpv): 45331000 Trabajos de instalación de calefacción, ventilación y aire acondicionado

5.1.2. Lugar de ejecución

Localidad: Montreuil-sur-Mer

Código postal: 62170

Subdivisión del país (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Duración: 8 Años

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Documento de contratación

5.1.10. Criterios de adjudicación

Criterio:

Tipo: Precio

Descripción: Prix des prestations et cohérence des prix P2-P3 - Sous-critères: "Prix des prestations P2-P3" valant pour 46.75% de la note finale - "BPU" valant pour 8.25% de la note finale

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (porcentaje, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 55

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Valeur technique - Sous-critères: "Présentation du personnel d'intervention - Organisations techniques et logistiques - Organisation des interventions - Fréquence des opérations d'entretien - Méthodologie du relationnel client" valant pour 3.75% de la note finale - "Qualité des supports de documents de suivi (audit de prise en charge, livret de chaufferie, rapport d'exploitation, audit de démarrage légionelle)" valant pour 3.75% de la note finale - "Cohérence et justification des prestations P2" valant pour 5% de la note finale - "Moyens mis en oeuvre pour la traçabilité et le respect des conditions climatiques contractuelles" valant pour 3.75% de la note finale - "Méthodologie pour le suivi de la qualité de l'eau et de la bonne distribution des fluides, y compris l'équilibrage des installations" valant pour 3.75% de la note finale - "Cohérence du renouvellement des prestations P3 - Détail des travaux effectués par site - Planning prévisionnel des travaux d'investissement P3" valant pour 5% de la note finale
Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (porcentaje, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 25

Criterio:

Tipo: Calidad

Descripción: Valeur de la performance énergétique - Sous-critères: "Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir" valant pour 4% de la note finale - "Cohérence des travaux de performance énergétique, justification des réductions de coûts de fonctionnement" valant pour 8% de la note finale - "Justification et cohérence de l'engagement de performance énergétique (NB Chaud)" valant pour 8% de la note finale

Categoría del criterio de adjudicación de peso: Ponderación (porcentaje, exacto)

Criterio de adjudicación: número: 20

5.1.11. Pliegos de contratación

Dirección de los pliegos de contratación: <https://marchespublics596280.fr/entreprise/consultation/585990?orgAcronyme=b9b>

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <https://marchespublics596280.fr/entreprise/consultation/585990?orgAcronyme=b9b>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Son necesarios el sello o la firma electrónicos avanzados o cualificados [como se definen en el Reglamento (UE) nº 910/2014]

Variantes: Permitida

Plazo de recepción de ofertas: 07/08/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Duración durante la cual la oferta debe permanecer válida: 6 Meses

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Facturación electrónica: Obligatoria

Se utilizarán pedidos electrónicos: no

Se utilizará el pago electrónico: no

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Ningún acuerdo marco

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

Información sobre los plazos de revisión: voir documents de la consultation

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organización que recibe solicitudes de participación: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organización que tramita ofertas: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

8. Organizaciones

8.1. ORG-0001

Denominación oficial: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Número de registro: 21620588000018

Dirección postal: 16 place Gambetta

Localidad: Montreuil-sur-Mer

Código postal: 62170

Subdivisión del país (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

País: Francia

Punto de contacto: Monsieur le Maire

Correo electrónico: marchespublics@ville-montreuil-sur-mer.fr

Teléfono: +33 321060133

Dirección de internet: <https://www.ville-montreuil-sur-mer.fr>

Funciones de esta organización:

Comprador

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación

Organización que recibe solicitudes de participación

Organización que tramita ofertas

8.1. ORG-0002

Denominación oficial: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

Número de registro: 17590003400026

Dirección postal: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

Localidad: Lille

Código postal: 59000

Subdivisión del país (NUTS): Nord (FRE11)

País: Francia

Dirección de internet: <https://lille.tribunal-administratif.fr>

Funciones de esta organización:

Organización encargada de los procedimientos de recurso

Información del anuncio

Identificador/versión del anuncio: 16e17039-ffea-4416-ab05-d8b477f67a4a - 01

Tipo de formulario: Licitación

Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Subtipo de anuncio: 16

Fecha de envío del anuncio: 24/06/2026 16:22:40 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés

Número de publicación del anuncio: 431833-2026

Número de la edición del DO S: 120/2026

Fecha de publicación: 25/06/2026